



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 495

8 €

- RÉSUMÉ DE L'ÉPISODE PRÉCÉDENT (p.1)
- LES GRANDS FAUVES (SUITE) (p.2-4)
- 2012 (p.4-7)
- QUI CONTRÔLE MONTEBOURG? (p.7,9-10,12)
- LA LÉGENDE DU DEAL NESTLÉ/PFIZER (p.8)
- EMMANUEL MACRON À BERCY, UNE NOMINATION « SURPRISE » ? (p.11)

INDEX

Arnault B.	p.2	Hiridjee famille.	p.4
Aron M.	p.7	Hormats R.	p.11
Askolovitch C.	p.5	Huberson L.	p.10
Attali B.	p.10	Intrater Z.	p.3
Azémar D.	p.9	Ismaël S.	p.12
Benassayag M.	p.6	Kahn D.	p.3
Bonnafant N.	p.3	Kaplan T.	p.2
Boone L.	p.10	Kerdrel Y. de.	p.8
Brisard J.-C.	p.2	Kravis H.	p.2
Bronfman M.	p.2	Lamy P.	p.2
Carr K.	p.7	Lang J.	p.2
Cherok G.	p.3	Lévy B.-H.	p.2
Colombani P.	p.10	Lieber J.	p.2
Coussy O.	p.2	Mangold K.	p.3
Darros J.-M.	p.6	Moniot É.	p.10
Delais B.	p.10	Montebourg A.	p.12
Delattre F.	p.2	Mourad B.	p.4
Descouings R.	p.9	Naouri J.-C.	p.2
Drahi P.	p.4	Novick D.	p.3
El Karoui H.	p.5	Pellerin F.	p.11
Estrosi C.	p.2	Pépy G.	p.9
Etchegoin M.-F.	p.7	Petrus D.	p.2
Flack A.	p.12	Rothschild D. de.	p.3
Frelaud V.	p.2	Roussely E.	p.9
Frérot P.	p.7	Ruffin F.	p.2
Guez P.	p.4	Sullivan J.	p.11
Henrot F.	p.4	Zylberstein E.	p.12

ENQUÊTE LE « PACTE DE CORRUPTION » (4)

En saisissant la justice quant aux conditions de la vente du fleuron français Alstom à l'américain General Electric, le député Olivier Marleix évoquait un « pacte de corruption » et expliquait « se questionner très clairement sur un lien éventuel entre le rôle joué par Emmanuel Macron dans plusieurs dossiers industriels et le financement de sa campagne » (*Le Monde*, le 18 janvier 2019). Mais, depuis, les rares personnes à avoir dénoncé ce scandale d'État ne sont pas allées jusqu'à en nommer « clairement » les acteurs. Croiser les deux dossiers, celui de la vente d'Alstom et celui de la campagne présidentielle de 2017, serait-il à ce point explosif? Seul un blogueur israélien répondant au pseudonyme de « צרפת » (France en hébreu) s'est risqué à l'exercice. Publié en novembre 2019, son travail a fait le tour des rédactions parisiennes, sans toutefois être repris ou même cité. C'est ce travail, aujourd'hui introuvable sur Internet, qui nous a servi de fil d'Ariane pour mener à notre tour l'enquête interdite sur ce « pacte de corruption ».

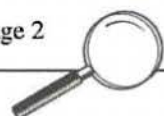
Résumé de l'épisode précédent

« Macron, il me fait rire mais pas toujours. Lui, ce serait plutôt un président hermétique, au sens d'Hermès, dieu des commerçants, des banquiers et des voleurs » s'est exclamé l'ancien ministre de l'Intérieur Pierre Joxe, questionné sur *France Culture* (26 octobre 2016) sur le qualificatif de « jupitérien » qu'entendait s'attribuer Emmanuel Macron. En vérité, ce n'est pas chez les dieux de l'antiquité grecque ou romaine que l'on trouvera sa vraie source d'inspiration mais dans le *Livre d'Esther*, épisode de la Bible hébraïque racontant la victoire du chef tribal Mardochee sur les Perses grâce à la ruse, à la dissimulation et aux jeux de cours.

Bien que constituant la ligne directrice des actions menées partout dans le monde au prétexte de la lutte anti-corruption par le Département de la Justice des États-Unis (DoJ), la question iranienne n'a quasiment jamais été abordée dans le traitement médiatique et parlementaire de l'affaire Alstom. Brièvement évoquée par Alain Juillet, l'ancien directeur du renseignement de la DGSE, la centralité de cette question a été confirmée dès 2012, lorsque *WikiLeaks* a publié des correspondances internes à Stratfor.

Les échanges internes à cette « CIA fantôme » recoupaient la liste noire des entreprises visées par le principal lobby anti-iranien, *United Against Nuclear Iran* (UANI). À la tête de ce puissant groupe de pression qui s'est fait une spécialité de menacer les patrons du CAC40, un milliardaire américano-suisse répondant au nom de Thomas Kaplan. Son référencement Google fait apparaître un personnage mystérieux, un collectionneur de Rembrandt, soucieux de la préservation des grands fauves. Mécène du Forum de Paris sur la Paix, l'instrument diplomatique d'Emmanuel Macron sur la « gouvernance mondiale », Thomas Kaplan est positionné comme l'homme de l'ombre derrière Mohammed ben Zayed, prince héritier et ministre de la Défense d'Abu Dhabi intronisé « dirigeant le plus puissant du monde arabe » par *The New York Times*. En France, ce rôle d'intermédiaire avec l'homme fort des Émirats arabes unis lui vaut de présider l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit.

Si la prise de contrôle d'Alstom s'inscrit dans le jeu des concentrations industrielles accompagnant la montée en puissance du mondialisme, Patrick Kron n'a pourtant jamais été menacé personnellement par l'UANI, ni nommé cité par le DoJ...



ENQUÊTE

Les grands fauves (suite)

À l'origine, la levée de fonds de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (ALIPH) fut confiée à **Jack Lang**. C'est ce dernier, indéboulonnable président de l'Institut du monde arabe, qui a déposé à Genève les statuts de cette fondation de droit suisse. La France y a contribué à hauteur de 30 millions de dollars, contre 15 millions pour les Émirats arabes unis (EAU) et un million pour **Thomas Kaplan**.

Pour habiller cette opération de « diplomatie culturelle », **Valéry Freland** sera nommé à la direction exécutive de l'ALIPH. Conseiller des affaires étrangères, énarque de la promotion Leopold-Sédar-Senghor (celle d'**Emmanuel Macron**), ce dernier fut précédemment conseiller diplomatique de **Frédéric Mitterrand** au ministère de la Culture puis directeur de l'Institut français de Tunisie...

Thomas Kaplan figure aussi parmi les « mécènes » du Forum de Paris pour la paix préfiguré par Emmanuel Macron comme une plateforme diplomatique sur la « gouvernance mondiale » et dont la présidence a été confiée à **Pascal Lamy**. En février 2020, **Mohammed ben Zayed** et le ministre de l'Économie **Bruno Le Maire** ont inauguré un joint-venture de plusieurs milliards d'euros entre Bpifrance, la Caisse des Dépôts et Consignations et Mubadala.

En liaison avec **BHL**, Thomas Kaplan a lancé Justice for Kurds, un énième comité « béhachélien » où l'on croise, sans surprise, **Ron Agam**, **Élisabeth Badinter**, **Véronique Cayla**, **Daniel Cohn-Bendit**, **Irwin Cotler**, **Laurent Dassault**, **Caroline Fourest**, **Abraham Foxman**, **Raphaël Glucksmann**, **Delphine Horvilleur**, **Laurent Joffrin**, **Garry Kasparov**, **Beate et Serge Klarsfeld**, **Bernard Kouchner**, **Bill Kristol**, **Jack Lang**, **Maurice Lévy**, **Alain Minc**, **Simone Rodan-Benzaquen**, **Éric de Rothschild**, etc. Mais aussi l'artiste controversée **Marina Abramović**, le diplomate **Jacques Audibert**, conseiller diplomatique de **François Hollande**, **Olivier Cousi**, bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris, **Delphine Ernotte**, PDG de France Télévisions, **Anne Hidalgo**, maire de Paris, l'architecte **Jean Nouvel**, **Valérie Pécresse**, présidente du conseil régional d'Île-de-France, le journaliste italien « antimafia » **Roberto Saviano**, le chanteur **Sting**, etc.

Bernard-Henri Lévy était présent aux 10 ans de l'UANI, une sauterie organisée en 2018 en présence d'**Adel ben Ahmed al-Jubeir**, ministre saoudien des Affaires étrangères, de **Yousef al-Otaiba**, ambassadeur des Émirats arabes unis aux États-Unis, de **Yossi Cohen**, le directeur du Mossad, mais aussi de **Mike Pompeo**, alors secrétaire d'État des États-Unis et de **John Bolton** alors conseiller à la sécurité nationale.

À Paris, Thomas Kaplan compte parmi ses relais le médiatique « consultant » **Jean-Charles Brisard** qui émerge comme *senior advisor* au Counter Terrorism Project. Conseiller spécial auprès de **Christian Estrosi** à Nice (vitrine des gadgets sécuritaires israéliens en France), Jean-Charles Brisard, qui s'est fait attraper en train de se faire passer pour un journaliste du Wall Street Journal dans le cadre d'une mission pour le compte du patron de Casino **Jean-Charles Naouri** (cf. *Quand la Maison » joue les « poissons-pilotes »...*), est aussi apparu

parmi les « sous-traitants » dans l'affaire de l'espionnage du député LFI **François Ruffin**, diligentée par LVMH, le groupe de luxe présidé par **Bernard Arnault**. La connexion entre Bernard Arnault et Jean-Charles Brisard s'est-elle faite par l'intermédiaire de **James Lieber**, administrateur de LVMH, avocat du groupe pour les affaires sensibles, qui se trouve être un des plus proches amis de Thomas Kaplan ?

À Paris, James Lieber est également administrateur de Stanhope Capital, discret établissement fondé sur les débris de la Banque Worms où se sont associés les Franco-Britanniques **Julien Sevaux** (ex-Lehman Brothers, apparenté aux Worms) et **Daniel Pinto** (ex-UBS Warburg). On y retrouve **Fleur Pellerin** (administratrice) ainsi que **Jacques Attali** (membre du comité consultatif).

De l'autre côté de l'Atlantique, James Lieber et Thomas Kaplan appartiennent au Council on Foreign Relations (CFR), un des trois groupes mondialistes les plus importants. Kaplan est même membre du Chairman Circle qui regroupe les plus gros donateurs du CFR (plus de 50 000 dollars par an), dont **Kenneth Jacobs** (Lazard), **Henry Kravis** (**KKR**), **Stephen Schwarzman** (Blackstone), **Ray Dalio** (Bridgewater Associates), **Jamie Dimon** (JPMorgan Chase), **John Paulson** (Paulson & Co), **Orin Kramer** (Boston Provident) ou encore **Ronald Lauder**, le président du Congrès juif mondial.

Avec Henry Kravis, Thomas Kaplan se partage **David Petraeus**, général américain, membre de la Commission Trilatérale et ancien directeur de la CIA. Président du KKR Global Institute, le département de prospective et d'enquête du fonds d'investissement dirigé par Kravis, David Petraeus parraine la bourse d'étude financée par Kaplan à la Harvard Kennedy School, un programme destiné à renforcer les liens entre les services secrets français, américains, britanniques et israéliens (The Recanati-Kaplan Foundation Fellows Program).

Toujours à New York, Kaplan est, aux côtés de **Matthew Bronfman**, un des piliers de 92Y, le centre communautaire juif de l'Upper East Side qu'il a présidé entre 2009 et 2012. C'est là que s'est déplacé **François Delattre**, alors ambassadeur de France aux États-Unis (actuel secrétaire général du Quai d'Orsay et membre du « conseil consultatif » de la Panthera Corporation) pour lui remettre, le 5 mars 2014, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, la République, bonne fille ne lui ayant pas tenu rigueur de ses opérations d'intimidation menées contre les patrons du CAC40, via l'UANI et en liaison avec BlackCube, l'officine barbouzarde israélienne mise en lumière lors de sa veine tentative d'étouffer l'affaire **Weinstein** en menaçant journalistes et plaignantes pour le compte du magnat d'Hollywood (on consultera notamment la série d'articles de **Ronan Farrow** parue dans The New Yorker entre 2017 et 2019).

Pour les puissants réseaux de pouvoir parfaitement incarnés par Thomas Kaplan, les activités stratégiques d'Alstom dans l'énergie sont désormais totalement sous contrôle, General Electric étant contractuellement associé à l'UANI depuis 2009. Vu sous cet angle, les rodomontades de **Manuel Valls** sur le sionisme et Israël n'auront pas pesé lourd dans la balance comparé au rôle à la fois bien plus subtil et bien plus central joué à la même époque par Emmanuel Macron.



ENQUÊTE

L'affaire Alstom/General Electric, comme l'amende record infligée à BNP Paribas dépassent donc largement la simple question de l'extraterritorialité du droit américain. À la manière des gauchistes utilisant les tueries de masse pour dénoncer le deuxième amendement de la constitution des États-Unis (garant du droit au port d'arme), les experts de l'extraterritorialité se contentent souvent de dénoncer un instrument de souveraineté nationale, mais se gardent bien de désigner ceux qui, réellement, ont les moyens d'en faire usage, dans quel but et au service de quels intérêts.

La lecture du communiqué du DoJ, publié le 13 novembre 2015 sur le site du FBI pour annoncer la condamnation d'Alstom à 772 millions d'euros d'amende en vertu du *Foreign Corrupt Practices Act*, donne quelques éléments de réponse. Le dernier paragraphe nous apprend en effet que « l'affaire a été suivie par le procureur fédéral **Daniel S. Kahn**, du bureau de lutte contre la corruption, ainsi que par les procureurs **David E. Novick** du district du Connecticut et **Zach Intrater** du district du New Jersey, sur l'affaire Alstom Grid. L'enquête sur Asem Elgawhary a été confiée au procureur adjoint **David I. Salem** du district du Maryland. Le bureau des affaires internationales de la Division pénale a également fourni une aide substantielle. »

- En plus de la direction de division « corruption étrangère » (FCPA) du DoJ où il a été promu à la suite de son action contre Alstom, **Daniel S. Kahn** cumule les postes de maître de conférences à l'Université Harvard (aux côtés d'**Alan Dershowitz**) et de professeur à la faculté de droit de Georgetown. Lorsqu'il ne lutte pas contre la corruption en Haïti ou chez Alstom, il supervise les sanctions contre la Corée du Nord.

- Peu d'éléments biographiques sont disponibles au sujet de **David E. Novick**, sinon que son mariage a été célébré par le rabbin **Jim Rosen** du Beth El Temple de West Hartford (Connecticut) comme nous l'apprend le carnet du *New York Times* (2 septembre 2007).

- Connu aux États-Unis pour s'être fait poisser par le pirate informatique **Andrew Auernheimer** en train de payer des prostituées avec l'argent du contribuable américain, **Zach Intrater** a depuis rejoint le cabinet new-yorkais du pénaliste **Ben Brafman** dont la clientèle couvre le crime organisé mais aussi quelques « people » type **Dominique Strauss-Kahn** ou **Harvey Weinstein**...

- Pur produit de la CIA, **David I. Salem** a reçu un prix d'excellence pour son action contre le crime organisé en 2013 en dépit d'une tache sur son CV : il fut, en 2006, le procureur ayant instruit contre **Kenneth Ford Jr.**, analyste de la NSA condamné à six ans de prison sur la base d'accusations bidonnées. Cette procédure était apparue comme une opération de représailles de l'agence contre celui qui, sur la base d'interceptions électromagnétiques, avait produit, en mai 2003, un rapport adressé au vice-président **Dick Cheney**, réfutant les allégations de l'administration Bush quant aux armes de destruction massive irakiennes (cf. *Wayne Madsen Report*, 19 avril 2007).

Analyser l'affaire Alstom/GE comme un symbole du triomphe du capitalisme américain tout en ignorant (ou en feignant d'ignorer) la subordination totale des intérêts américains à ceux

de sa cinquième colonne israélienne, c'est faire semblant de ne rien comprendre à la guerre menée contre la France (la « guerre à mort » dont parlait **François Mitterrand**). Et cela n'a pas commencé en 2014, lorsque **Georges Chodron de Courcel** a été éjecté de la BNP, ni lorsque Alstom a été vendu.

Globalement, le même type de manœuvres se produit partout dans le monde, y compris aux États-Unis, comme avec l'acquisition par Brookfield de Westinghouse Toshiba, Brookfield n'étant jamais qu'un des paravents des intérêts de l'establishment sioniste transatlantique. Pour Alstom, tout a commencé en 2012, lorsque **David Rothschild** (celui du Massachusetts) a négocié avec le DoJ un arrangement envoyant **Frédéric Pierucci** en prison. Bien qu'orchestrée depuis Washington et New York, cette opération impliquait des complicités en France et ce, depuis 2012, au moins.

« Nous ne savions rien ! », a assuré **David de Rothschild** (celui de Paris), lors de son passage devant la commission Marleix quant aux visées de General Electric sur Alstom. L'ami intime de **Martin Bouygues** depuis des décennies ne savait rien ? Celui-là même qui avait orchestré le premier plan de sauvetage gouvernemental en 2004 ne savait rien ? À quoi ont donc servi trente ans d'amitié personnelle, et la construction de la carrière de **Patrick Kron**, si, en bout de course, **David de Rothschild** n'est pas plus informé qu'un simple pigiste de Bloomberg ? **David de Rothschild** ne savait donc rien, malgré son jeton au conseil d'administration d'Alstom, par l'intermédiaire de **Klaus Mangold**, alors vice-président Europe de Rothschild & Co et président du conseil de surveillance de Rothschild GmbH Germany, entre 2007 et 2018, l'époque qui coïncide exactement à celle du démantèlement du fleuron français ?

Associé-gérant chargé des affaires industrielles chez Rothschild & Cie, **Nicolas Bonnault** a livré la version « Maison » de la vente d'Alstom à GE, le 22 mars 2018 à l'Assemblée nationale : « Je reviendrai sur la chronologie de cette opération. Nous avons été informés par **Patrick Kron** de son intention d'ouvrir des discussions avec General Electric à la fin du mois de mars 2014. Plus précisément, nous avons commencé à travailler pour lui le 25 mars. Les discussions ont été intenses pendant un mois, jusqu'à la fuite du 24 avril. » Cette version, délivrée en présence de **David de Rothschild** et de **Grégoire Chertok** (venus avec **Caroline Nico**, la directrice de la communication de Rothschild & Cie) relèverait-elle du mensonge caractérisé ? À en croire *Challenges*, « dès l'été 2012, General Electric reçoit les visites de banquiers d'affaires – mandatés ? – venus pour discuter d'un rachat du ticket de Bouygues dans Alstom ». Et d'insister, quelques lignes plus loin : « Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si GE reçoit dès l'été 2012 les premières visites de banquiers d'affaires venus discuter d'un rachat du ticket de Bouygues dans Alstom » (cf. *C'est à Bouygues que GE a demandé la main d'Alstom*, *Challenges.fr*, 7 mai 2014).

Étrange répétition dans un seul article. Pourquoi insister sur le fait que ces « banquiers d'affaires » aient été ou non « mandatés » ? Ils représentaient **Martin Bouygues** et frappaient à la porte de GE dans le cadre de la cession de sa participation dans Alstom. Or, aucun autre « banquier d'affaires » que **David de Rothschild** – par l'intermédiaire



ENQUÊTE

de ses fondés de pouvoir, à savoir **Grégoire Chertok** et **Nicolas Bonnault** – n'a jamais représenté **Martin Bouygues**. Comment se fait-il que **Patrick Kron** et **David de Rothschild** en mentant de façon éhontée, s'en soient sortis aussi facilement successivement face au ministre **Arnaud Montebourg** en 2014, puis au député **Olivier Marleix** en 2018 ?

2012

Le 11 mars 2015, devant la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, **Emmanuel Macron** expliquait benoîtement que, lors de la vente de la branche énergie d'**Alstom** à **General Electric**, le gouvernement « avait été mis devant le fait accompli ». Notons au passage que, même en prenant pour argent comptant la fable d'une vente que le gouvernement aurait apprise par voie de presse grâce aux « révélations » faites par **Bloomberg** le 23 avril 2014, **Emmanuel Macron** reste un des « acteurs clefs du scandale d'État **Alstom** ».

C'est ainsi qu'**Éric Denécé** et **Leslie Varenne** l'ont présenté dans leur rapport publié à chaud, dès le mois de décembre 2014 : « Jusqu'en juin 2014, il était secrétaire général adjoint auprès de la Présidence de la République. Il a toujours apporté un soutien sans faille à **General Electric**. Lorsqu'il était conseiller à l'Élysée, il a toujours œuvré non seulement en faveur de l'option américaine mais il en a accepté tous les desiderata. Avant d'être nommé à ce poste en mai 2012, il était associé-gérant de la banque d'affaires **Rothschild & Cie**. Or, cet établissement financier est également une banque conseil d'**Alstom** dans ce dossier. Le conflit d'intérêts est alors évident mais ne gêne pas l'intéressé. Depuis le 26 août 2014, il est ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, il a donc en charge le dossier **Alstom**. Le 5 novembre 2014, il a autorisé le rachat du pôle Énergie du groupe par **General Electric** et mis en veille l'option d'une entrée de l'État au capital du nouvel **Alstom**, centré sur les Transports... »

Si ces faits ont été tus par une grande presse occupée à faire d'**Emmanuel Macron** tantôt un « rebelle », tantôt un « philosophe », voire un « révolutionnaire », il était donc établi que sa nomination à Bercy avait fait sauter la (petite) digue érigée par **Arnaud Montebourg**, son prédécesseur débarqué à la fin de l'été 2014. En réaction aux visées de **GE**, ce dernier avait, le 14 mai, élargi aux secteurs de l'Énergie, du Transport, de la Santé et des Télécommunications un décret de 2005 interdisant une vente portant atteinte aux intérêts stratégiques de la France en matière de Défense nationale. Le décret **Montebourg** ne sera évidemment pas utilisé par son successeur qui s'empressera au contraire de donner son feu vert à l'absorption d'**Alstom** par **GE**, le 5 novembre 2014, moins d'une semaine après avoir entériné celle de **SFR** par **Patrick Drahi**. On comprend mieux ici la campagne extravagante menée en 2017 en faveur d'**Emmanuel Macron** par le consortium médiatique constitué entre-temps par le milliardaire israélien.

Fait peu connu, la connexion initiale entre **Emmanuel Macron** et **Patrick Drahi** est venue, là encore, de **Rothschild & Cie** : « Le milliardaire franco-israélien n'est pas un client officiel de la banque d'affaires (car **Bouygues** l'est déjà), mais il arrive à **François Henrot** de travailler parfois avec lui, et il

transmet alors au jeune **Macron** certains de ses dossiers. Entre le jeune banquier issu de l'**Inspection générale des Finances** et le milliardaire, le contact passe très vite. Tous deux partagent une même aversion pour les grandes familles historiques du capitalisme français. Deux personnes jouent également un rôle dans ce rapprochement : **Bernard Mourad** [...] et **Philippe Guez**, alors banquier d'affaires chez **Rothschild**. (Le Grand Manipulateur, **Marc Endeweld**, **Stock**, 2019).

À un niveau inférieur, les oligarques malgaches **Amin** et **Hassanein Hiridjee** (**Axian Group**) qui avaient eu maille à partir avec le décret **Montebourg** lors du rachat d'**Outremer Telecom**, maximiseront leurs dons lors de la levée de fonds d'**Emmanuel Macron** en 2017.

Dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, le **Wall Street Journal** (28 avril 2017) confirmera à la fois la centralité d'**Emmanuel Macron** dans l'épisode **Alstom/GE** et la centralité de cet épisode dans son « ascension programmée » : « lorsque le ministre de l'Économie de gauche de **M. Hollande**, **Arnaud Montebourg**, a tenté de faire échouer l'offre de **General Electric** sur l'activité de turbines d'**Alstom**, **M. Macron** est intervenu et en a négocié la vente pour 17 milliards de dollars à **GE**. »

Déjà accablant avec l'année « 2014 » comme pivot, ce récit des événements allait voler en éclats. En 2018, les auditions de la commission **Marleix** ont révélé l'antériorité de l'opération et, par ricochet, identifié une conjuration fondée sur l'année « 2012 » : « **Emmanuel Macron** [...] était depuis longtemps à la manœuvre. Dix-huit mois avant la dépêche de **Bloomberg** du 23 avril 2014, dans le plus grand secret, il avait commandé au cabinet américain **A.T. Kearney** un rapport qui fixait déjà dans les grandes lignes le démantèlement du groupe français : c'est ce que vient de découvrir la commission d'enquête parlementaire sur la politique industrielle française présidée par le député **Olivier Marleix**. [...] Le 23 octobre 2012, **Macron** avait demandé à l'Agence des participations de l'État (APE) un rapport sur la situation d'**Alstom**. L'APE – sans en avertir **Montebourg**, pourtant son ministre de tutelle – lance alors un appel d'offres secret, selon une « procédure d'urgence » prévoyant une réponse sous trois jours. C'est un cabinet américain qui l'emporte. La mission était, selon un responsable de la société entendu par la commission d'enquête [NDA : **Laurent Desmarests**, senior partner chez **A.T. Kearney**], de « traiter de manière préventive une éventuelle sortie de **Bouygues** » du capital d'**Alstom**. À chaque étage de l'opération se retrouve la maison **Rothschild**, banquier historique, tant de **Bouygues** (depuis vingt et un ans) que d'**Alstom** (quatorze ans)... Et employeur de **Macron** jusqu'en 2012. On reste en famille ! Pour éviter toutes fuites, les deux principaux acteurs de l'opération sont affublés de pseudonymes : tout au long des 177 pages du rapport, **Alstom** est rebaptisé « **Lewis** » et **Bouygues**, « **Ou** ». Le rapport, rendu le 18 janvier 2013, frappé du tampon « secret », se penche sur les acquéreurs potentiels et donne sa préférence à **General Electric**. [...] **Montebourg** a tellement peu connaissance du rapport qu'il en commande un lui-même sur le même sujet au cabinet **Roland Berger**. Lequel rend sa copie le 19 avril 2014 » (Le double jeu de **Macron** dans la vente d'**Alstom** à **General Electric**, **Le Canard enchaîné**, 28 mars 2018).

ENQUÊTE

Contrairement au faux « scoop » sur l'emploi de Pénélope Fillon, cette vraie exclusivité du Canard enchaîné n'aura pas activé le rouleau compresseur médiatique, ni le tam-tam des chaînes d'information en continu. Il est à noter qu'Emmanuel Macron ne risque rien dans cette affaire depuis qu'en 2007 a été supprimée dans la Constitution de la V^e République (art. 68) la mention de la haute trahison comme la seule cause permettant de mettre en jeu la responsabilité du président de la République française qui était alors passible de la Haute Cour de justice.

Le double jeu de Macron dans la vente d'Alstom à General Electric

Il avait commandé un rapport secret pour arranger les affaires de Bouygues.

CONTRAIREMENT à ce qu'il affirme, le gouvernement n'a pas appris par les médias la vente surprise, en avril 2014, de la branche énergie d'Alstom à l'américain General Electric (GE). Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée, était depuis long-

temps : « Le gouvernement a été mis devant le fait accompli. »

Trou de mémoire ou gros mensonge ? En octobre 2013, ce même Macron avait demandé à l'Agence des participations de l'État (APE) un rapport sur la situation d'Alstom. L'APE - sans en avertir Mon-

tebault le ministre de l'économie - Personne ne m'a jamais parlé de ce rapport, pourtant commandé par mes services, a affirmé Montebourg au « Canard ». J'ai découvert son existence par la commission d'enquête parlementaire. « Ou c'est de l'Élysée, la présidence de la République n'a pas doi-

Roland Berger. L'ancien rend sa copie le 19 avril 2014. Il ne considère pas comme urgente la vente d'Alstom et dit - à peu près le contraire (ici rapport d'A.T. Kearney), reconnaît devant la commission d'enquête David Azéma, alors patron de l'APE. Heureusement pour Bouy-

À y regarder de plus près, le rapport d'A.T. Kearney était déjà mentionné dans l'enquête de Jean-Michel Quatrepoint parue chez Fayard en septembre 2015, trois ans avant les révélations de la commission Marleix. Mais ce rapport était présenté comme un moyen d'« étudier les conséquences, notamment sociales, qu'aurait un rapprochement d'Alstom avec GE ou Siemens ». Les conclusions du rapport n'étaient donc pas connues par l'auteur. Surtout, la commande à A.T. Kearney était datée de « la fin de l'automne 2013 », c'est-à-dire « à peu près en même temps » que le rapport commandé par Arnaud Montebourg au cabinet Roland Berger. En plus du décalage d'un an dans la datation (un décalage semblable à celui observé concernant la dispute entre Patrick Kron et Arnaud Montebourg à l'ambassade de France à Abu Dhabi), il n'est fait, à aucun moment, mention du caractère secret du rapport d'A.T. Kearney.

Ce flou est en fait imputable à un article paru précédemment dans Vanity Fair (novembre 2014) dans lequel était indiqué : « Depuis un an, deux rapports ont été commandés sur l'entreprise, ses faiblesses et ses besoins d'alliances. Le premier a été voulu par Emmanuel Macron, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée. Le second a été rédigé par un proche de Montebourg, Hakim El Karoui, ancien haut fonctionnaire qui a rejoint le cabinet de conseil en stratégie Roland Berger ».

Avec ses quelque 52000 signes, l'article de Vanity Fair joue une place centrale dans l'opération. De facto, cet article fleuve intitulé *Alstom : 56 jours pour sauver l'un des fleurons de l'industrie française* constitue l'*equity story* du deal, c'est-à-dire le roman servi par les communicants aux politiques, aux actionnaires, aux journalistes puis au grand public afin de rendre l'opération présentable.

L'auteur de cet article, Claude Askolovitch, est à la fois un pur produit et un relais de la « communauté organisée » patronnée par les Rothschild. Il ne s'en est jamais caché. Pilier du FSJU-AUJE, son père, Roger Ascot, en dirigea les publications (*Communauté Nouvelle* et *L'Arche*) entre 1981 et 1992, après avoir été, en liaison avec l'Agence Juive, secrétaire général de la Fédération sioniste de France et d'Avoda France. De ses débuts à Radio Shalom sous la houlette de Robert Assaraf (alors directeur général de la holding du roi du Maroc ONA et futur propriétaire de l'hebdomadaire *Marianne* où officiera Askolovitch) jusqu'à son rôle d'animateur de réunions du CRIF (comme celle du 14 octobre 2015 au cours de laquelle

Alain Weill présenta la vente de son groupe comprenant BFMTV et RMC à Patrick Drahi), l'engagement de Claude Askolovitch dans les pas de son père ne s'est jamais démenti et son positionnement changeant sur un sujet à la mode comme l'« islamo-gauchisme » (il fut un des premiers à utiliser le terme pour les dénoncer, avant de passer pour un des leurs) ne relève finalement que de ses affectations successives.

C'est ainsi que, parallèlement à la validation définitive de la vente par Emmanuel Macron, Claude Askolovitch fut chargé de produire le narratif officiel de la saga Alstom/GE. Pour ce faire, Askolovitch circonscrit la manœuvre dans le temps en ne couvrant que la période allant du 24 avril - la convocation de Patrick Kron par Arnaud Montebourg après la publication de la dépêche de Bloomberg - au 21 juin 2014 - signature de la cession à GE -, évacuant ainsi la question des responsabilités en amont ainsi qu'une mise en perspective en aval.

Le premier objectif est de blanchir le PDG d'Alstom en racontant « ces deux mois pendant lesquels il fut un paria ». À l'opposé du « récit hilarant » que livrera Patrick Kron devant le Cercle Abravanel, Claude Askolovitch insiste sur les terribles souffrances endurées : « À l'orée du printemps 2014, lui qui n'est jamais malade souffre d'intoxications alimentaires en série : "Tu achètes ou tu vends ?" lui a demandé son épouse devinant qu'il somatise. - Je vends. - J'aurais préféré le contraire ».

Au-delà de la date mentionnée (« printemps 2014 »), l'article insiste avant tout sur l'argument fallacieux de la « taille critique » pour justifier une vente dont le lecteur est prié de croire qu'elle avait été enclenchée à la suite d'un simple et informel « bavardage » entre Grégoire Poux-Guillaume, le directeur de la branche Alstom Grid et un « ami américain » : « "On vous intéresserait ?" lui lâche-t-il en passant à l'éché 2013. Quatre mois s'écoulent et l'ami quitte GE. Entre-temps, il a transmis à ses chefs le badinage qui est devenu un dossier traité en personne par John Flannery, le responsable des fusions-acquisitions du groupe américain ». Tout en mettant en garde contre la tentation de faire de Patrick Kron « le seul salaud », Claude Askolovitch accable discrètement Martin Bouygues (« celui à qui profite le crime »). Bien que non décisionnaire et essentiellement passif tout au long de cette séquence, Martin Bouygues sera encore désigné comme le principal bénéficiaire en 2018 par *Le Canard enchaîné* (cf. *Encadré*) lors de sa couverture du rapport Marleix...



ENQUÊTE

Le second objectif de **Claude Askolovitch** consiste à blanchir les acteurs de la vente en France, c'est-à-dire la bourgeoisie compradore parisienne et la haute fonction publique prévaricatrice, deux univers qui, à force d'endogamie, ont fini par se confondre l'un l'autre. À tout seigneur tout honneur, **Emmanuel Macron**, décrit comme un « trentenaire fin et élégant », a été dépêché pour aiguiller Claude Askolovitch à qui il explique crânement : « Si Kron ne voulait pas parler à Montebourg, il pouvait me parler ». Le binôme, composé de **Nicolas Dufourcq** (**Bpifrance**) et de son complice **David Azéma** (**APE**), est vendu comme un « pack de brutalité compétente ». Passé à l'été 2014 de l'**APE** à **Bank of America**, David Azéma est décrit, sans rire, comme « menant le dialogue sur tous les fronts » : « David Azéma est nommé négociateur du gouvernement. Il dépend de Montebourg. Il en réfère aussi à Macron. » **Hakim El Karoui** de son côté est présenté comme « proche de Montebourg » et « porteur de la ligne politique » : « même l'étude du cabinet **Roland Berger**, qu'avait commandée Montebourg, conclut que **GE** ferait pour **Alstom** un meilleur marié. Tout le monde le sait mais personne ne tient à perturber l'histoire apparente. »

À la marge, Claude Askolovitch glisse quelques messages aux initiés du pouvoir en mentionnant le rôle en coulisse de **Jean-Michel Darrois** (une des « fées » s'étant penchées sur le berceau d'Emmanuel Macron) qu'Askolovitch prend soin d'auroreler de mystère : « Jean-Michel Darrois, maître avocat sur la place de Paris, laisse venir à lui les hommes de l'État ». Dans la même veine est révélé le rôle joué, en tant qu'intermédiaire entre **Patrick Kron** et **Arnaud Montebourg**, par **Maurice Benassayag**. Présenté simplement comme « vice-président d'**Alstom** en fausse retraite », ce dernier est surtout le responsable historique des relations entre le PS et la « communauté organisée », ayant tour à tour dirigé **Socialisme & Judaïsme**, le **Cercle Léon Blum**, et ayant occupé à cet effet un bureau à Matignon sous **François Mitterrand** avec le titre de délégué aux rapatriés (1988-1991).

Mais le principal objet de cette communication dans *Vanity Fair* (on ne s'adresse pas ici au tout-venant) est bien de laisser brièvement entrevoir le double-fond de l'*equity story* dont **Frédéric Pierucci** deviendra, sans doute malgré lui, le haut-parleur dans un second temps. En effet, Claude Askolovitch écrit : « On dira aussi que Kron agissait sous la menace d'une affaire de corruption (des pots-de-vin versés en 2002 sur un marché indonésien et sur lesquels la justice américaine enquête) ; les soupçons qui l'inquiétaient pouvaient se dissoudre dans la cession de **GE**. On entend alors parler de **Frédéric Pierucci**, ancien cadre dirigeant d'**Alstom** emprisonné aux États-Unis puis libéré après avoir plaidé coupable, dont les aveux pourraient faire trembler la vieille maison. Arnaud Montebourg a cru à cette thèse de la vente forcée par la peur. »

Évoquées succinctement par **Alain Juillet**, étayées par la correspondance interne de **Stratfor**, confirmées par les listes établies par **United Against Nuclear Iran**, exprimées clairement par **Communauté Nouvelle** dans son écho sur la réception de **Patrick Kron** au **Cercle Abravanel**, les causes profondément religieuses du démantèlement d'**Alstom** et du passage sous pavillon américain de sa technologie et de ses brevets sont sans surprise les grandes absentes de l'*equity story* couchée dans *Vanity Fair* par Claude Askolovitch.

Quand il affirme que sa décision de vendre n'était « en rien lié aux poursuites judiciaires américaines », **Patrick Kron**, de manière paradoxale, ne ment pas. En effet, la « thèse » d'une vente réalisée sous la pression du **DoJ** repose sur une chronologie où les arrestations et autres « plaider-coupable » rythment le processus de vente d'**Alstom** mené par un **Patrick Kron** lâche, certes, mais avant tout victime du racket de l'ogre américain. Dans cette optique, l'exemple le plus criant est sans doute l'arrestation de **Lawrence Hoskins**, dans les îles Vierges des États-Unis, le 23 avril 2014, au moment même où **Patrick Kron** finalisait l'accord à Chicago aux côtés de **Jeffrey Immelt** et que **Bloomberg** s'appretait à publier son fameux « scoop ».

Mais cette version présentant un **Patrick Kron** contraint à la vente est balayée par la vraie chronologie qu'établit la révélation de la commission Marleix sur le rapport d'**A.T. Kearney**. Cette révélation est centrale car elle inverse les causes et les effets dans le déroulé des opérations. Le rapport a été commandé le 23 octobre 2012, soit dix jours avant l'arrestation de **David Rothschild**, le 2 novembre 2012. Le processus de vente précède donc clairement le **DoJ**.

Et les conclusions d'**A.T. Kearney** planifiant le démantèlement entre **GE** (énergie) et **Siemens** (ferroviaire) sont rendues en janvier 2013, soit quatre mois avant l'arrestation de **Frédéric Pierucci**. L'arrestation de **Frédéric Pierucci** a pourtant été donnée comme l'élément déclencheur, le moment où **Patrick Kron** se serait décidé à prendre langue avec **Jeffrey Immelt**. Cette version « gentille » (parfaitement restituée par *Wikipédia*) correspond en fait de manière insidieuse à l'intox de l'*equity story*...

Il ne s'agit pas de nier que plusieurs dizaines de cadres d'**Alstom** aient sincèrement craint d'être personnellement inquiétés par le **DoJ**, mais de souligner que ces poursuites ne furent pas un élément moteur de l'opération. Elles en ont simplement constitué le décor. Considérons le déroulé des faits comme un tour de magie : les poursuites du **DoJ** et l'incarcération de **Frédéric Pierucci** correspondraient à la baguette magique, instrument central mais non essentiel du numéro, permettant de manière spectaculaire, de détourner l'attention du public des vrais moyens utilisés par le prestidigitateur pour arriver à ses fins.

Si l'intérêt de l'hyperclasse pour la grande illusion est bien documenté, cette comparaison entre les procédés mis en œuvre dans l'affaire **Alstom** et la prestidigitation a été exprimée intuitivement par **Marie-Jeanne Pasquette** de **minoritaire.com**, qui, s'adressant à **Patrick Kron** lors de l'assemblée du 19 décembre 2014, dénoncera un « véritable tour de bonneteau ». Dans un deuxième temps, les seconds rôles du tour (experts, témoins, etc.), recyclés en clercs, seront amenés à incriminer l'extraterritorialité du droit américain, c'est-à-dire, en définitive, un dispositif de souveraineté nationale. Avec livres événements et séries **Netflix** à la clef, cette version alternative autorisée de la vente d'**Alstom** à **GE** constituera sans nul doute un de ces « plaisants dérivatifs » chers à **Patrick Kron** et à **David de Rothschild**...

Et ce « dérivatif » est d'autant plus « plaisant » que les gros bénéficiaires de la manœuvre se refuseront toujours à concéder tout lien entre les poursuites du **DoJ** et la vente à **GE**, car cela reviendrait à vendre la mèche, à révéler le « truc »... Et surtout à relancer l'épineuse question de possibles délits



ENQUÊTE

d'initiés soulignés pendant l'opération par *Challenges* dans un article supprimé d'Internet depuis lors. En effet, alors que l'action d'Alstom avait chuté de 4,87 % le 27 mars 2014 quand avait été « révélée » par *Bloomberg* l'instruction menée par le DoJ contre Alstom, de bien étranges mouvements entoureront la publication de la dépêche de *Bloomberg* « révélant » cette fois la vente à GE : « Le titre Alstom s'est réveillé dès le 16 avril et s'est affolé le 23 avril, avec une hausse de 4 % dans un volume anormal de près de 6 millions d'actions. Alors, qui était au courant avant le 24 avril ? Les PDG d'Alstom et de GE bien sûr, avec leur garde rapprochée, certains administrateurs ; les banquiers d'affaires, Rothschild, Bank of America Merrill Lynch, Lazard, Crédit Suisse, des avocats notamment chez Bredin-Prat et Darrois ».

L'incarcération de Frédéric Pierucci ne serait-elle qu'un écran de fumée, un décor pour cacher la coulisse ? Constituerait-elle un simple élément de l'*equity story*, un élément destiné à faire passer, aux yeux du public, les traîtres et les pilleurs pour de simples lâches et, au fond, justifier l'injustifiable ?

Quel rôle a joué le Britannique Keith Carr, directeur juridique d'Alstom ? Cette question, Frédéric Pierucci se la pose explicitement dans son témoignage : « En 2004, il était directeur juridique adjoint du secteur *Power*. Un an plus tard, il a été nommé responsable à part entière du contentieux, avant d'être propulsé, en 2011, à la tête de la direction juridique de l'ensemble du groupe. Il sait mieux que quiconque comment Alstom recrute et rémunère ses « consultants ». Pourquoi les enquêteurs ne l'ont pas arrêté ? Ils en auraient certainement plus appris auprès de lui qu'avec moi. Pourquoi m'ont-ils ciblé ? Cela me semble incompréhensible. [...] J'ai fini par me demander si tout n'était pas écrit d'avance par les procureurs qui, depuis le début, tissent leur toile en connaissant chaque motif de la tapisserie » (*Le Piège américain*, JC Lattès, 2019).

Pourquoi Keith Carr, quelques jours avant l'arrestation de Pierucci à l'aéroport JFK, lui a-t-il encore assuré qu'il ne risquait rien, et ce, alors qu'il avait reçu une mise en garde de la direction en charge de l'éthique en cas de voyage aux États-Unis ? Aurait-il sciemment poussé Frédéric Pierucci dans la gueule du loup ? A-t-il agi directement sur ordre de Patrick Kron ? La chaîne hiérarchique le laisse en tout cas penser. Lorsque Patrick Kron rejoindra plus tard le conseil d'administration de LafargeHolcim, Keith Carr en deviendra le directeur juridique, signe de l'étroite collaboration et de la relation de confiance entre les deux hommes.

On peut également s'interroger sur le rôle de Matthieu Aron, plume de Frédéric Pierucci comme cosignataire du *Piège américain*. On y lit en effet : « Matthieu Aron, lui, me confie avoir été alerté par une source interne au sein d'Alstom. [...] Pour ce cadre, il n'y a aucun doute que Patrick Kron a bien été contraint de vendre sous la menace aux Américains ». « Contraint », « menacé » donc, quelque part, victime...

À l'instar de Claude Askolovitch, Matthieu Aron présente Hakim El Karoui comme un simple « proche d'Arnaud Montebourg » (alors qu'il est davantage proche d'Emmanuel Macron, ce que Matthieu Aron sait parfaitement), présente le rapport d'A.T. Kearney comme une simple mission d'étude « des conséquences sociales d'un rapprochement de l'entreprise avec les grands opérateurs du secteur » (il s'agit

du plan de démantèlement d'Alstom en réalité), et parle d'un Arnaud Montebourg « claquant la porte du gouvernement » alors qu'il sait pertinemment qu'il a été éjecté au prétexte de son « dérapage » à la Fête de la rose à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire).

Diplômé du CUEJ, l'école de journalisme de Strasbourg, Matthieu Aron est un pur produit du moule Radio France où il a effectué la quasi-totalité de son parcours. Après une couverture particulièrement partielle du procès du préfet Papon (« selon moi, il fallait faire ce procès. Le crime contre l'humanité existe en France et peut s'appliquer à Papon » expliquait-il le 31 mars 1998), ce fonctionnaire du ministère de la Vérité connaîtra ensuite une carrière fulgurante puisqu'il sera promu successivement chef du service police-justice de *France Info*, directeur de la rédaction de *France Inter* et directeur du service *Enquêtes et Investigations* de *Radio France*.

Avec son épouse la journaliste Marie-France Etchegoin (une militante socialiste engagée pour l'immigration de peuplement, récipiendaire d'un *Prix Françoise Giroud* pour son article *Antisémitisme, national-socialisme : comment devient-on Alain Soral ?* publié en janvier 2014 dans *L'Obs*, etc.), Matthieu Aron est notamment l'auteur du *Bûcher de Toulouse. D'Alègre à Baudis : histoire d'une mystification* paru chez Grasset en 2005 qui distribuera les bons et les mauvais points journalistiques dans cette affaire hautement sensible, aux multiples zones d'ombres. Auteur de *Plaidoiries*, la pièce interprétée par Richard Berry en 2018, aujourd'hui « conseiller éditorial » à *L'Obs*, Matthieu Aron est-il apparenté au docteur Marc Aron, cardiologue lyonnais qui fut notamment président du B'nai B'rith France, du CRIF Rhône-Alpes, du FSJU et du Mémorial des Enfants d'Izieu ?

« Qui contrôle Montebourg ? »

« Parfois Jeff Immelt s'agace : « Mais qui contrôle Montebourg ? » demande-t-il à ses conseils. On le rassure. Tout est sous contrôle, justement. Arnaud le sait-il ? Se satisfait-il de l'apparence ? »

Les Grands garçons, Claude Askolovitch, Plon 2015.

Véritable bombe, la révélation d'une antériorité conséquente du rapport d'A.T. Kearney sur celui de Roland Berger est intervenue, presque par accident, pendant les travaux de la commission Marleix au cours de l'audition de David Azéma. Inconnu du grand public, ce haut fonctionnaire a dirigé, entre septembre 2012 et juillet 2014, l'Agence des participations de l'État (APE), c'est-à-dire l'organisme du ministère de l'Économie chargé de piloter la fonction d'actionnaire de l'État dans les entreprises publiques. Pour David Azéma, cet aveu fut-il accidentel ou fut-il un moyen de venger une vieille humiliation subie parallèlement au pillage d'Alstom ? Emmanuel Macron serait-il ce « conseiller élyséen très florentin » évoqué par *Challenges* (20 octobre 2016), celui qui, au début de l'année 2014, avait feint de pousser l'ambition secrète de David Azéma de détrôner Antoine Frérot à la tête de Veolia, avant de le faire trébucher en faisant fuiter l'intrigue sur le site Internet du *Point* (13 février 2014) qui le présentera comme l'instrument d'un « putsch sponsorisé par le clan Dassault » ?



ENQUÊTE

La légende du deal Nestlé/Pfizer, ciment de la caste

Si sa grande proximité avec le patron de Nestlé, Peter Brabeck-Letmathe, dans les premiers mois de l'année 2012 nous a été confirmée par plusieurs témoins, la réalité de l'intervention d'Emmanuel Macron pose toutefois de sérieuses questions. En effet, dans le milieu financier, chacun s'accorde à dire qu'il n'avait ni les capacités ni le temps pour mener cette opération et que son nom reste désespérément introuvable dans les fiches de deal disponibles sur les sites spécialisés comme *Cfnews* et *MarketLine* (cf. capture d'écran de ces sites hors de prix ci-contre).

Fait unique dans l'information financière, la première publication à avoir donné Emmanuel Macron « conseiller du groupe Nestlé » fut *Mediapart* dans un article intitulé *À l'Élysée, le nouveau Président s'entoure de fidèles* et publié le 16 mai 2012, soit près d'un mois après le deal. Martine Orange qui signe l'article est à l'époque en liaison constante avec la banque de l'avenue de Messine dans le cadre de la rédaction de son ouvrage *Rothschild, une banque au pouvoir* paru à la même époque chez Albin Michel. Martine Orange a-t-elle été intoxiquée par « la Maison » ?

Comme dans Alstom/GE, le mensonge est constitué de plusieurs couches. D'abord, les 1,5 million d'euros présentés comme la commission perçue par Emmanuel Macron pour Nestlé/Pfizer constituent une somme tout à fait dérisoire pour une transaction portant sur 11,85 milliards de dollars. Si pendant la campagne présidentielle l'affaire a été étouffée (y compris par *Valeurs Actuelles* dont la rédaction était alors supervisée par le commissaire attalien Yves de Kerdrel), les calculs ayant longtemps circulé en off ont été publiés dans quelques ouvrages parus après l'élection de 2017 :

« Il est connu dans ces milieux [financiers] qu'entre 2008 et 2010, les commissions versées aux banquiers-conseils pour des transactions inférieures à 50 millions de dollars pouvaient atteindre jusqu'à 4,8 % du montant du deal. Et que les commissions sur les transactions supérieures à

10 milliards de dollars se montaient en moyenne à 0,2 % de la transaction. Si l'on applique ce *ratio* à la vente des laits pour bébé de l'américain Pfizer au suisse Nestlé, conclue par ses soins pour 11 milliards d'euros, il en résulte une commission d'environ 22 millions d'euros pour notre banquier d'affaires. Puisqu'il a déclaré avoir encaissé moins de 2 millions d'euros pour ce deal record, il manque donc quelque 20 millions d'euros... Où sont-ils ? C'est la question que se posent les banquiers d'affaires que je connais ».

Le Code Jupiter, Dany-Robert Dufour, sous le pseudonyme de Démosthène, *Équateurs*, 2018

« Dans ce type d'opération, une commission de 0,5 % est considérée comme un minimum : ici, cela représenterait 45 millions d'euros à se partager entre les différents intervenants. Mais il faudrait croire que l'entremetteur Macron n'en a ramassé que des miettes car il déclarera officiellement avoir perçu moins d'un million d'euros pour ses activités au sein de la banque en 2012 ».

Opération Macron, Éric Stemmelen, *Éditions du Cerisier*, 2019.

L'évaluation exacte de la fortune d'Emmanuel Macron est ici dérisoire. Le but de la manœuvre consiste en fait à renforcer l'omerta vis-à-vis des « profanes » en présentant une « légende dorée » fondée sur un enchevêtrement de *fake news* abondamment relayées. Au premier niveau, la déclaration de patrimoine montre un Emmanuel Macron ruiné, chacun se demandant où sont passés ses trois millions d'euros amassés chez Rothschild. Au deuxième niveau, la somme perçue pour une telle opération n'est pas de 1,5 million d'euros, mais se chiffre plutôt à 20 millions d'euros au bas mot. Au troisième niveau, Emmanuel Macron n'a même pas participé à l'opération, mais cette donnée n'est accessible qu'aux professionnels disposant d'une information personnalisée et hors de prix. Envoyé dès 2012, ce signal contribua à forger une cohésion de caste en béton armé autour d'Emmanuel Macron et à préparer le terrain au « pacte de corruption ».

ENQUÊTE

CFNEWS

L'INFO ET DATA DU CORPORATE FINANCE

TITRE	DATE	TYPE	RUBRIQUE	INFO
M&A Corporate ACTIVITE PFIZER NUTRITION INFANTILE lundi 23 avril 2012	23/04/2012	Fiche Opération 0 conseil(s)	Operations	6

Agriculture & alimentaire | Etranger

MarketLine Research analysis / ©
MarketLine Research Deals

Marketline

Business Description

Pfizer Inc. (Pfizer or 'the company') is a research-based global biopharmaceutical company. The company develops consumer healthcare products, vaccines, medicines, and therapies to treat various conditions including inflammation and immunology, neuroscience and pain, cardiovascular and metabolic, oncology, rare disease. It also provides active pharmaceutical ingredients (APIs), biosimilars, sterile injectable pharmaceuticals and contract manufacturing services. The company sells its consumer healthcare products through pharmacies, distributors, retail chains and convenience and grocery stores. It also sells prescription medicines through retailers, wholesalers, clinics, hospitals, pharmacies and government agencies. Pfizer offers its products in the Americas, Europe, Asia-Pacific, the Middle East and Africa. The company is headquartered in New York, the US.

Address

235 E 42ND ST
NEW YORK
New York
Country: United States of America
Phone: 1 212 5732323
Fax: 1 302 6555049
Website: www.pfizer.com/

Payment Information

Nestle SA
Cash : 100.00 %

Financial Advisors:

Nestle SA - N M Rothschild & Sons Limited (Inactive)
Pfizer Inc. - Centerview Partners LLC
Pfizer Inc. - Morgan Stanley & Co. LLC (formerly Morgan Stanley & Co., Incorporated)

Legal Advisors

Nestle SA - Mayer Brown LLP
Nestle SA - Mayer Brown LLP
Nestle SA - Mayer Brown LLP
Nestle SA - Mayer Brown LLP
Nestle SA - Mayer Brown LLP
Nestle SA - King & Wood Mallesons
Pfizer Inc. - Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP and Affiliates
Pfizer Inc. - Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP and Affiliates
Pfizer Inc. - DLA Piper US LLP
Pfizer Inc. - Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP and Affiliates
Pfizer Inc. - Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP and Affiliates
Pfizer Inc. - Clifford Chance LLP

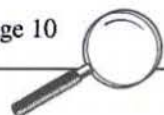
Dans un portrait de David Azéma publié le 7 août 2013, à l'occasion d'une refonte de l'APE (intervenue lors du dernier Conseil des ministres avant la trêve estivale...), *L'Express* s'interrogeait sur une volonté non avouée du gouvernement socialiste de « brader les bijoux de famille » : « À l'Élysée, le courant est tout de suite passé avec Emmanuel Macron – les deux hommes partagent la même double expérience du public et du privé... [...] À son arrivée, l'APE plonge dans un bouillonnement inédit : groupes de travail internes, benchmarking international commandé à McKinsey, échanges tous azimuts. Volontiers provocateur, il n'hésite pas à remettre en question la nécessité même d'un État actionnaire ».

Né le 22 novembre 1960 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), fils d'un couple d'universitaires (Jacques Azéma et Catherine David), ancien du lycée Henri IV, titulaire d'une licence en droit et diplômé de Sciences-Po Paris (1984), David Azéma a intégré la Cour des Comptes à sa sortie de l'ENA (promotion Fernand Braudel, 1985-1987, celle de Stéphane Richard, de Frédéric Oudéa et de Florence Parly). Chargé de mission auprès du directeur général de la police nationale François Roussely (franc-maçon), il rejoint le cabinet de Martine Aubry au ministère du Travail (1991-1993) où l'a fait venir Guillaume Pépy (homosexuel). Avant le retour de la droite aux affaires, cet homme de réseaux a déjà rejoint la SNCF dont il préfigure l'avenir (comprendre l'actuelle SNCF...) dans une note réalisée pour la Fondation Saint-Simon. Nommé directeur des filiales et des participations de la SNCF en 1996, il n'hésitera pas à tailler dans le vif (vente de Frantour, de La Vie du rail, de France Rail Publicité, etc.), ce qui lui vaudra d'être promu à la présidence d'Eurostar Group en 1999. Entre 2002 et 2008, il a rejoint Vinci Concessions en tant que directeur général pour négociier, avec l'APE, le rachat des Autoroutes du Sud de la France (ASF) lors de leur privatisation.

Par la suite, il retrouve Guillaume Pépy dont il sera le véritable numéro 2 à la tête de la SNCF, faisant ainsi son entrée au club Le Siècle. Très proche de Richard Descoings, David Azéma se retrouvera aux avant-postes pour

Quoi qu'il en soit, les travaux de la commission Marleix furent l'occasion d'établir que, dès les premiers mois du quinquennat de François Hollande, à l'initiative d'Emmanuel Macron, ce rapport avait été commandé à A.T. Kearney par David Azéma via « une procédure d'urgence avec mention du secret » afin qu'Arnaud Montebourg n'en soit pas informé. Cette duplicité vis-à-vis du ministre de tutelle apparaît déjà en filigrane dans l'article de *Vanity Fair* : « David Azéma est nommé négociateur du gouvernement. Il dépend de Montebourg. Il en réfère aussi à Macron. »

étouffer le fait divers sordide qu'a constitué, en avril 2012, le décès du gourou décadent de Sciences-Po dans une chambre d'hôtel new-yorkaise. Tandis que Nicolas Sarkozy promettait d'intervenir auprès du président américain pour que l'enquête ne vire pas au grand déballage à quelques semaines de l'élection présidentielle en France (cf. Richie, Raphaëlle Bacqué, Grasset, 2015), David Azéma fut chargé de préserver la « mémoire de Richard » par son compagnon Guillaume Pépy (« ils l'ont tué, ils l'ont tué ! ») aux côtés du banquier d'affaires Emmanuel Goldstein.



ENQUÊTE

Managing director chez Morgan Stanley ayant œuvré à plusieurs privatisations dont celle d'Autoroutes Paris-Rhin-Rhône comme conseil historique de Vinci, Emmanuel Goldstein (cf. *F&D* 460) fait figure de pivot entre le Tout-Paris Gay et le Grand Orient de France où il a été vénérable de la loge Aléthéia. Avec les loges Le Chantier des Égaux-Raphaël Bliard et La Lumière (à l'Orient de Neuilly-sur-Seine), Aléthéia organisera, le 21 juin 2016, la planche d'Emmanuel Macron au grand temple de la rue Cadet. En ouverture de sa planche corédigée par Bertrand Delais (auteur de plusieurs documentaires à la gloire d'Emmanuel Macron pour France Télévisions, promu, puis reconduit à la présidence de LCP depuis lors), Emmanuel Macron remerciera les organisateurs de cette tenue maçonnique, à savoir le journaliste Laurent Huberson (Groupe TF1 contrôlé par Bouygues) et Éric Moniot, haut fonctionnaire socialiste, très proche de Jean-Marc Borello (homosexuel), à l'époque directeur des programmes de LCP: « L'accueil y est très chaleureux. Dans les mois qui suivent, le candidat aurait également rendu de discrètes visites dans deux loges, notamment la loge Demain qui rassemble de nombreuses personnalités. [...] Dans certaines loges parisiennes, les agapes – ces dîners après le travail entre maçons – ont été l'occasion de rassembler des contributions financières pour En marche! » (cf. *Le Grand manipulateur*).

Tandis que David Azéma prenait la tête de l'APE au retour de la gauche au pouvoir, Nicolas Dufourcq (« son copain de toujours, ils partent en vacances ensemble » indique *Le Point* du 7 mars 2013) prenait la tête de Bpifrance (cf. *Christian Dargnat, rabatteur en chef*). La proximité entre David Azéma et Emmanuel Goldstein a-t-elle joué dans le rapport de courtage particulièrement alarmiste sur la situation financière d'Alstom rendu par Morgan Stanley le 6 mars 2014?

Chargé d'étudier l'entrée de la puissance publique au capital d'Alstom tout en affichant de façon de plus en plus nette sa préférence pour l'option GE, David Azéma devait entrer en négociations avec Bank of America-Merrill Lynch, envisageant de prendre la tête du bureau parisien de cette banque qui conseille Alstom aux côtés de Rothschild & Cie. Parallèlement, Emmanuel Macron a été remplacé à l'Élysée par Laurence Boone (qui, très vite, ralliera En Marche!), jusqu'alors chef économiste de Bank of America-Merrill Lynch en France, accessoirement membre du Cercle des Économistes, du club Le Siècle, invitée du Groupe Bilderberg (2015), etc.

Symbole du mépris qui s'est répandu dans la haute fonction publique pour l'État et le bien commun, David Azéma fanfaronne dans *Le Monde* (15 juillet 2014) lorsqu'est officialisée sa pantoufle chez Bank of America-Merrill Lynch (comme vice-président de la banque de financement et d'investissement pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, occupant également la présidence des activités dans les infrastructures): « Pourquoi je quitte l'État? Pour gagner de l'argent. [...] À cinquante-trois ans, il est temps que je prépare mon avenir ».

Sept ans après, l'affaire vient de rebondir puisque le parquet national financier enquête désormais sur son passage à l'APE: en passant le 12 juin 2014 devant la commission de

déontologie, David Azéma avait omis de préciser qu'il avait fait appel à Bank of America-Merrill Lynch pour opérer la privatisation partielle de 3,1 % du capital de GDF Suez, faisant ainsi gagner, dans la nuit du 24 au 25 juin 2014, quelque 30 millions d'euros à son futur employeur (cf. *Prédations. Histoire des privatisations des biens publics*, Laurent Mauduit, La Découverte, 2020).

À Paris où il a racheté la galerie de photos Agathe Gaillard (rebaptisée Galerie Rouge) située dans le Marais, David Azéma a rejoint, en 2017, Perella Weinberg Partners dans le cadre de la création en France d'une filiale de cette banque d'affaires américaine. C'est ainsi qu'il représentera Bouygues, dans le cadre des négociations en vue d'une fusion Siemens/Alstom dans le ferroviaire (fusion estimée à 15 milliards de dollars; compter 30 à 40 millions de commission de chaque côté) où il croisera Nicolas Bonnault (Rothschild, conseil d'Alstom) et Thierry Varène (BNP Paribas, conseil de Siemens).

Contrairement à la première phase du démantèlement d'Alstom – passage de l'énergie sous pavillon américain –, la seconde phase – passage du ferroviaire sous pavillon allemand – sera retoquée par Bruxelles, ce qui en dit long sur la réalité de l'« Europe allemande » (« plaisant dérivatif » cher aux souverainistes type Emmanuel Todd ou Éric Zemmour...).

Dans cette deuxième phase, JPMorgan Chase interviendra pour le compte du conseil d'administration d'Alstom, les deux entités étant reliées par Pascal Colombani, par ailleurs *senior advisor* pour la haute technologie et l'énergie chez A.T. Kearney, le cabinet qui, dès le mois d'octobre 2012, s'était vu commander par Emmanuel Macron et David Azéma le rapport planifiant le démantèlement d'Alstom. Pascal Colombani est accessoirement président du comité d'audit de Siaci Saint-Honoré, la filiale de Rothschild ayant garanti le prêt d'Allianz à Emmanuel Macron dans la dernière ligne droite avant l'élection présidentielle de 2017.

Comme Georges Chodron de Courcel (administrateur de Bouygues, débarqué successivement des conseils d'administration d'Alstom et de la BNP au printemps 2014) et Bernard Attali (hérald de la nomination d'Emmanuel Macron à l'Élysée dès le mois de janvier 2012, nommé *European senior advisor* de Bank of America-Merrill Lynch en juillet 2013, puis administrateur de Numericable, lors du rachat de SFR en mai 2014), Pascal Colombani fait partie de ces personnalités qui, de façon étonnante, n'ont pas été évoquées une seule fois dans les quelque 1 000 pages rendues publiques du *Rapport Marleix* (sans doute leur cas a-t-il été évoqué à huis clos?) malgré leur transversalité frappante dans les dossiers ouverts par ladite commission.

Début 2017, alors que l'« opération Macron » bat son plein, David Azéma se fait remarquer en signant un manifeste programmatique intitulé *L'Impossible État actionnaire?* pour l'Institut Montaigne, le plus qu'influent think tank dont il vient alors d'être bombardé à la vice-présidence. Il y soutient que l'État, pour s'adapter à la mondialisation anglo-saxonne, se doit de liquider toutes ses participations dans des entreprises publiques.



ENQUÊTE

Emmanuel Macron à Bercy, une nomination « surprise » ?

2012 est aussi la date de la première évocation documentée et connue du nom d'**Emmanuel Macron** pour le ministère des Finances. Dans les courriels d'**Hillary Clinton** figure en effet un échange reproduit ci-dessous dans lequel **Jacob Sullivan**, le directeur de la planification politique au Département d'État (et actuel conseiller à la sécurité nationale), fait suivre (FYI signifie « pour information ») à Hillary Clinton (H) une note sur l'« équipe de Hollande ». À peine nommé à l'Élysée, Emmanuel Macron y est déjà présenté comme le probable futur ministre des Finances.

L'échange montre que cette note transmise par **Jacob Sullivan** émane à l'origine des services de **Robert Hormats**, un homme de l'ombre, généralement présenté comme le bras droit d'**Henry Kissinger**. Membre de la Commission Trilatérale, du Council on Foreign Relations, administrateur de l'Atlantic Council, Hormats occupe alors le poste de sous-secrétaire d'État à la Croissance économique, à l'Énergie et à l'Environnement de l'administration Obama, après avoir été pendant vingt-cinq ans le vice-président de Goldman Sachs International (1984-2009). Il sera reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron lors d'une visite à Paris effectuée le 24 mai 2012, moins de deux semaines après l'envoi de ce courriel.

Cette information dément une promotion survenue à la fin du mois d'août 2014 « à la surprise

générale », avec à la clef l'histoire sans cesse resservie du « projet personnel » et de la reconversion d'Emmanuel Macron dans l'enseignement. Une galéjade digne de la galerie de peintures promise par **Jacques Chirac** à **Valéry Giscard d'Estaing**...

Dans la même veine, Emmanuel Macron a raconté partout qu'il avait été cueilli à froid pendant sa balade à vélo au Touquet (« avec **Brigitte** ») par le coup de téléphone de **François Hollande** lui annonçant la nouvelle. La veille de sa nomination, il répondait pourtant aux questions des journalistes du Point (28 août 2014) pour ce qui deviendra son premier entretien accordé à la presse en tant que ministre... Il fut aussi raconté partout que cette nomination semblait impossible car François Hollande ne concevait pas de nommer un ministre qui n'aurait pas été élu. Ce qui, encore une fois, est complètement faux comme le montre le cas de **Fleur Pellerin** qui avait fait son entrée au gouvernement dès le mois de mai 2012. C'est avec cette dernière que, quelques mois avant sa nomination « surprise », Emmanuel Macron participait, le 29 mai 2014, au sommet du Groupe Bilderberg organisé cette année-là à Copenhague (Danemark) en présence de nombre de personnalités déjà croisés dans notre enquête, dont les **Kravis**, **Nicolas Berggruen**, **Henry Kissinger**, **David Petraeus**, etc.

From: Sullivan, Jacob J <SullivanJ@state.gov>
Sent: Friday, May 11, 2012 2:38 PM
To: H
Subject: FW: Hollande team

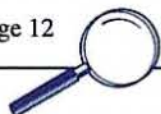
FYI

From: Hormats, Robert D
Sent: Friday, May 11, 2012 12:33 PM
To: Sullivan, Jacob J
Subject: Hollande team

Hollande has already announced the appointment of Jean-Ortiz, a diplomat who until now was in charge of the Asia department at the Ministry of Foreign Affairs. He has extensive experience in Asia and advised former Foreign Minister Hubert Vedrine from 1997 to 2000.

Emmanuel Macron - vice secretary general

Born in 1977, Macron is currently a banker in mergers and acquisitions at Rothschild in Paris. Also an ENA graduate, he previously worked at the general inspection of finances and could also become the top civil servant at the Finance Ministry.



ENQUÊTE



Énième resucée du crédo néolibéral des années 1980 (emballage idéologique à l'impérialisme destructeur de Wall Street aujourd'hui sérieusement concurrencé par l'efficacité du capitalisme d'État chinois, c'est-à-dire, *in fine*, le colbertisme) ce manifeste du comprador signé par un ancien commissaire aux participations de l'État, a fait se pâmer le petit Paris de la politique et des affaires acquis, de gré ou de force, à **Emmanuel Macron** à quelques mois de l'élection présidentielle de 2017. Bien qu'ayant mis la théorie en pratique, **David Azéma**, sans doute par excès de modestie, n'est pas allé jusqu'à détailler ses faits d'armes à l'**APE** dans son CV publié sur le site de l'**Institut Montaigne**...

Après l'officialisation des tractations entre **Patrick Kron** et **Jeffrey Immelt**, « Emmanuel Macron usait beaucoup de second degré. En fait, il prenait clairement Montebourg pour un con », se souvient un ancien conseiller de l'ancien ministre. « De toute manière, le mariage se fera avec **General Electric** », confie alors Macron à un proche. La banque conseil de **Bouygues**, **Rothschild**, se fait alors un malin plaisir à transmettre des notes à son ancien associé...

Ces confidences rapportées dans *L'Ambigu Monsieur Macron* (**Flammarion**, 2015) posent sérieusement la question du rôle joué par un autre ancien de **Rothschild & Cie**, **Hakim El Karoui**, devenu depuis lors le « monsieur Islam » d'Emmanuel Macron au prétexte d'un rapport rendu à l'**Institut Montaigne**. Présenté à l'époque comme « proche d'**Arnaud Montebourg** », il fut placé au cœur des tractations (« pendant toute la bataille d'**Alstom**, j'étais quasiment installé à Bercy », *Consultor* 19 juin 2019) en tant que *partner* au cabinet **Roland Berger**, avec à son actif le rapport rendu le 19 avril 2014, rapport dont la commission Marleix démontrera, en substance, l'inutilité totale.

Quelques mois avant que le dossier **Alstom** n'arrive officiellement sur la table, Arnaud Montebourg avait déjà été ridiculisé par Emmanuel Macron lors de l'épisode de la nationalisation avortée d'**Arcelor Mittal**. Son directeur de cabinet à l'époque, le fabiusien **Stéphane Israël**, promu depuis lors à la présidence d'**Arianespace**, était lié de longue date à Emmanuel Macron, les deux ayant notamment participé pendant le quinquennat de **Nicolas Sarkozy** aux réunions du Club du 6 mai qu'animait alors **Patrick Weil** (cf. *Une ascension programmée*).

Pendant son passage à Bercy, Arnaud Montebourg était toujours flanqué du banquier **Arié Flack**, son bras droit qui lui avait chaudement été recommandé par le « pote » **Malek Bouthih**. Issu de la banque **Lazard**, Arié Flack dirige **La Compagnie Financière du Lion** (« Arié » signifie « Lion » en hébreu), sa « boutique » où il s'est entouré de transfuges d'**Ardian** (**Paul Mauduit**) et de **Rothschild & Cie** (**Daniel Corchia**).



« Banquier républicain et conseiller humaniste » (*visionmag*, 28 août 2014), il ne manque pas d'initier son « ami » Arnaud Montebourg aux mystères du judaïsme en l'introduisant auprès du cabaliste **Shimon** dit « **Stefan** » **Chelli** (**OneSeven Advisory**). Vice-président du conseil d'administration de l'**OSE** (prononcez « osé »), l'œuvre de protection de l'enfance de la « communauté organisée » jadis dirigée par son oncle **Nathan Khaiat**, Arié Flack est de fait un lieutenant de la famille **Rothschild** en qualité de vice-président du **FSJU-AUIF** (président de la *Tsedaka* en 2020), l'organisation qui mettra à l'honneur Patrick Kron pour son double jeu dans la saga **Alstom/GE**.

Côté vie privée, la période du fiasco **Alstom** coïncide pour Arnaud Montebourg avec sa liaison avec la comédienne **Elsa Zylberstein**. Un flirt commencé le 8 septembre 2013 lors de la réception donnée à l'occasion de *Roch Hachana*, le nouvel an juif, par **Marek Halter**, un mythomane notoire, suspecté par la **DST** d'être à la solde du **Mossad** (cf. *Marek Halter, le bonimenteur*, *XXI*, automne 2008).

Également « marraine » des levées de fonds du **FSJU-AUIF** (via le **Casip-Cojasor**, la fondation consistoriale patronnée par **Éric de Rothschild**), Elsa Zylberstein officialisera publiquement sa rupture d'avec Arnaud Montebourg le 11 octobre 2014, sur le plateau de **Laurent Ruquier**, en expliquant, goguenarde que « le redressement n'a pas été très productif ».

Enfin rappelons que, le 18 avril 2014, soit cinq jours avant la dépêche de **Bloomberg** « révélant » les négociations engagées par Patrick Kron, Arnaud Montebourg a perdu son seul vrai relais à l'Élysée, à savoir **Aquilino Morelle** qui fut son directeur de campagne lors de la primaire socialiste de 2011. Dix ans plus tôt, les deux avaient suivi le programme *Young Leaders* de la **French-American Foundation** dans la même promotion que **Stéphane Boujnah** (cf. *Christian Dargnat, rabatteur en chef*) et **Antony Blinken**, l'actuel secrétaire d'État des États-Unis.

(Suite au prochain numéro)